



L'ordinateur
converse au
sujet du SIDA
page 3



À propos de
Fonction
publique 2000
page 4



Un cours de
perfectionnement
pour les
gestionnaires
page 6

Juillet 1990

Volume 8, N° 1

COMMUNICATIONS EXPRESS

Communications
Canada

Canada

Une première prime d'excellence pour le Ministère

Un groupe d'employés du Ministère s'est vu remettre récemment la première prime d'excellence jamais gagnée par le ministère des Communications.

La prime, qui rend hommage aux lauréats les plus remarquables de primes au mérite et de primes à l'initiative dans l'ensemble de la Fonction publique, a été remise à sept chercheurs, ingénieurs et technologues du Ministère pour leurs travaux novateurs dans le domaine du traitement numérique de la parole.

Le groupe a reçu la prime lors d'une cérémonie qui s'est déroulée le 22 mai au Musée canadien des civilisations.

Robert de Cotret, président du Conseil du Trésor, a remis le prix aux personnes suivantes : Karen Bryden, Robert Deguire,

Hisham Hassanein et John Lodge de la Direction de la recherche sur les technologies de communications, Daniel Boudreau (actuellement en congé d'études) et Gorin Bree (à la retraite).

Leurs travaux ont porté sur diverses méthodes de conversion de la parole en signaux numériques puis en signaux radio-électriques. Cette méthode, qui permet de transmettre des messages par satellite grâce à une largeur de bande et une puissance moindres que les techniques classiques, a joué un rôle décisif dans la détermination de la faisabilité du programme MSAT.

« On travaille sans relâche sans jamais penser que ce travail sera reconnu. Mais voilà ce prix et j'en suis fier », s'est exclamé Robert Deguire après la

cérémonie.

Les travaux du groupe ont rehaussé la réputation du Ministère comme chef de file international en matière de traitement de la parole. Karen Bryden souligne que la technologie a déjà été exportée vers plus d'une douzaine de pays.

Yves Brunet, coordonnateur des primes, affirme que tous les employés du Ministère devraient se féliciter de cette réussite. « J'espère que de plus en plus de gestionnaires reconnaîtront les réalisations exceptionnelles de leurs employés afin que le Ministère soit à nouveau reconnu comme la crème de la crème. »

Pour de plus amples renseignements au sujet du programme de primes, veuillez communiquer avec Yves Brunet au 990-4254.



Les lauréats de la prime d'excellence arborent leurs plaques. De gauche à droite : Robert Deguire, Daniel Boudreau, John Lodge, Karen Bryden et Hisham Hassanein. N'apparaît pas sur la photo : Gorin Bree.



Connie Nobes, du YM-YWCA, anime les exercices de réchauffement et de récupération lors de la séance d'aérobic au profit de la Société de la sclérose en plaques, le 31 mai. Cette séance, organisée dans le cadre de la Semaine Canada en forme physique, a permis de recueillir 1 000 \$ de dons pour la Société de la sclérose en plaques, section Ottawa-Carleton.

Qui sont les Canadiens consommateurs d'art ?

Le Ministère, en collaboration avec les ministres provinciaux de la Culture, commandera un sondage national pour aider les organismes d'arts visuels et d'interprétation à comprendre ce qui incite les Canadiens à fréquenter le théâtre ou à acheter des oeuvres d'art.

Ce sondage, qui permettra de tracer le profil des Canadiens consommateurs d'art, sera effectué de septembre 1990 à août 1991; les résultats seront consignés dans des bases de données informatisées auxquelles auront accès les artistes et les organismes culturels pour les aider à mettre au point leurs stratégies de commercialisation.

« Nous avons décidé de réaliser cette étude afin de fournir au secteur des arts visuels et d'interprétation les mêmes outils

de commercialisation qu'utilisent quotidiennement les grandes entreprises », explique Ronald Holgerson, directeur intérimaire du Programme des initiatives culturelles. Cet outil permettra aux organismes de trouver leur créneau de façon plus efficace. »

La base de données, qui devrait être terminée d'ici l'automne 1991, contiendra des renseignements démographiques tels que l'âge, le sexe et le revenu des consommateurs qui assistent à diverses manifestations artistiques. Des profils psychographiques présenteront le détail des attitudes et des valeurs qui fondent la décision de se rendre ou non à un événement culturel. L'étude cherchera aussi à savoir ce qui motive les amateurs d'art à ne pas aller à un spectacle ou à ne pas visiter une galerie d'art.

L'étude, dont le coût atteindra 955 000 \$, est coordonnée par la Direction des arts et de la planification des politiques; elle sera réalisée au moyen de questionnaires par téléphone et par la poste ainsi que de sondages auprès des spectateurs dans 11 zones différentes, comprenant toutes les provinces ainsi que Montréal, Toronto et Vancouver. Le Ministère assumera les deux tiers des frais tandis que les gouvernements provinciaux et municipaux acquitteront l'autre tiers.

La recherche et la rédaction des questionnaires ont été confiées à Decima Research de Toronto et à Les consultants culture'inc. de Montréal, qui ont procédé à de vastes consultations auprès des communautés des arts visuels et d'interprétation.

Le sous-ministre annonce une réorganisation

Communications Express a appris tout juste avant de mettre sous presse que le sous-ministre Alain Gourd venait d'annoncer une réorganisation du Ministère.

Conformément aux objectifs de FP2000, les changements visent, selon Alain Gourd, à permettre à Communications Canada de mieux s'acquitter de son mandat. Ils permettront au Ministère de s'adapter à l'évolution du milieu et d'offrir les meilleurs programmes et services possibles, d'un océan à l'autre.

La réaffectation des responsabilités touche le niveau des sous-ministres adjoints; les

directions ne subiront aucune réorganisation.

Voici un aperçu des changements :

- Les directeurs généraux régionaux relèveront désormais directement du sous-ministre, en tant que directeurs exécutifs, et siègeront au comité de la haute direction.
- La direction de la politique, de la planification et de l'évaluation du secteur sera transférée au secteur de la coordination des politiques.

Voir page 5:
Réorganisation

De nombreuses recommandations de FP2000 sont déjà adoptées

Plus de la moitié de la première série de recommandations présentée par les groupes de travail de Fonction publique 2000 ont été adoptées sur le champ, tandis que les autres sont à l'étude.

La plupart des 40 recommandations, présentées le 30 avril par les neuf groupes de travail chargés d'alléger la bureaucratie, exigeaient l'adoption de certaines mesures visant à accroître les pouvoirs des ministères et de ses gestionnaires supérieurs.

« Le fait que des organismes centraux — le Conseil du Trésor, Approvisionnements et Services Canada et la Commission de la Fonction publique — détiennent une bonne partie des pouvoirs complice la vie des gestionnaires et des employés des ministères responsables », explique Michael Binder, sous-ministre adjoint, Technologie, recherche et télécommunications, qui est membre du groupe de travail sur la structure des professions et de la classification.

M. Binder affirme que la plupart des recommandations du groupe de travail portent sur le système de gestion des ressources humaines du gouvernement — la dotation, la formation, les primes de rendement, les relations de travail et le système de classification.

« Nous proposons une modernisation de nos systèmes de gestion. Par exemple, voilà plus de 20 ans qu'on n'a pas retouché la Loi sur l'emploi dans

Voir page 4: FP2000



VOUS VOULIEZ SAVOIR

Q : J'aimerais suivre un cours mais j'ignore s'il est valable ou si l'entreprise est fiable. Que faire?

obtenir des renseignements sur n'importe quel cours (de la gestion du spectre à l'informatique) en téléphonant au (613) 990-4531 ou au (613) 990-4558. Son personnel peut faire enquête sur l'entreprise et vous aider à décider si le cours s'inscrit dans votre plan de carrière.

R : Vous pouvez consulter la Division de planification et de perfectionnement des ressources humaines pour



DE NOTRE BOÎTE À SUGGESTIONS

On s'amuse ferme

L'été dernier, le Ministère a organisé une épluchette d'épis de maïs au Centre de recherches sur les communications (CRC) à l'occasion de son 20^e anniversaire. Cette activité a permis à chacun de rencontrer des collègues d'autres secteurs et directions, ainsi que leurs conjoints et leurs enfants. Serait-il possible de répéter l'expérience, tant pour les employés que pour les familles?

Certainement. En fait, un groupe d'employés dynamiques et dévoués a prévu une autre épluchette pour le 18 août, au CRC. En cas de pluie, celle-ci aura lieu le dimanche 19 août. Les adultes, tout autant que les enfants, pourront participer à diverses activités amusantes, notamment les fameux jeux bureaucratiques. Que l'ADMCM (le gagnant de l'année dernière) se le tienne pour dit — les autres secteurs s'entraînent. Les employés qui désirent suggérer des activités peuvent communiquer avec Suzanne Rochette, au bureau de l'ADMCM (bureau 446, Tour Journal nord) ou avec Marie Lussier, bureau 101E, au CRC.

Des photos souvenirs

On a pris de nombreuses photos durant les célébrations du 20^e anniversaire du Ministère. Les a-t-on réunies en albums? Le cas échéant, serait-il possible de les exposer?

De nombreuses activités ont eu lieu durant les célébrations du 20^e anniversaire, telles que l'épluchette d'épis de maïs, le dîner dansant pour les employés et la campagne de Centraide. Quatre albums de photos ont été récemment exposés dans le hall d'entrée de l'administration centrale et au CRC. Ces albums seront d'ici quelques semaines exposés à tour de rôle dans les bureaux régionaux.

COMMUNICATIONS EXPRESS

Communications Express est publié pour les employés du ministère des Communications par la Direction générale de l'information. Les opinions exprimées ne sont pas nécessairement celles du Ministère.

Communications Express invite tous les lecteurs à faire parvenir lettres ou commentaires. Veuillez téléphoner tout d'abord afin de connaître nos lignes directrices.

Prière d'adresser toute correspondance à :

La rédaction
Communications Express
Ministère des Communications
19^e étage
Immeuble Journal Nord
300, rue Slater
Ottawa (Ontario)
K1A 0C8

Amy Heron : rédactrice
Waisglass Communication Services Ltd.
Téléphone : (613) 235-5944
FAX : (613) 230-3873

Équipe de production : Constance de Champlain, Michael Holmes, Josée Miville-Dechêne, Mark Montreuil et Ghislaine Roy, DGIS; Andrea Belkov, Nora Brown, Susan Hajdu-Vaughn, Amy Heron, Beth Thompson, Michel Vachon et David Waisglass, Waisglass Communication Services Ltd.

ISSN : 0833-5400

Lettres à la rédaction

Le numéro d'avril 1990 était excellent et m'a donné un aperçu sans pareil du Ministère. J'aimerais cependant vous signaler une erreur qui s'est glissée dans l'article intitulé « Horizons élargis » qui débutait à la page 8 et se poursuivait à la page 23.

La photo des symboles « Bliss » datait des années 1970. Le texte de la page 23 qui l'accompagnait faisait état d'une approche et d'une machine de conception totalement différente. De plus, les symboles Bliss ne devraient pas être décrits comme un langage symbolique pour les personnes souffrant d'un handicap moteur. Bien que celles-ci l'utilisent effectivement, le langage a été conçu à l'intention de toutes les personnes souffrant d'un trouble de la parole, peu importe sa cause. Veuillez noter, en dernier lieu, que nous n'étudions pas un système. Nous avons plutôt passé un contrat pour la mise au point et la mise à l'essai d'un tel système et la première phase des essais est déjà terminée.

Nous avons en main une vidéocassette fascinante sur ce projet, réalisée par la Société Radio-Canada; les personnes intéressées peuvent l'emprunter en communiquant avec moi au (613) 990-4316.

La gestionnaire,
Gestion des ressources en information
Applications informatiques
Centre de recherches sur les communications
Mary Frances Laughton

Votre édition spéciale d'avril 1990 offrait un excellent survol des activités du Ministère.

La photo de la page 12 où figuraient deux jeunes garçons devant une antenne parabolique de réception seulement m'a particulièrement intéressé. Cette photo n'a pas été prise en Afrique, comme l'indiquait la légende. À ma connaissance, nous n'avons jamais transmis de signaux de satellites canadiens en Afrique.

C'est moi qui ai pris cette photo à l'automne 1979 en Papouasie Nouvelle-Guinée (PNG), où nous démontrions les capacités du satellite Hermès au gouvernement de ce pays. Pour ce faire, Hermès avait été déplacé jusqu'à une longitude à proximité de Hawaï afin que nous puissions transmettre à partir de nos laboratoires du CRC vers l'Australie et la PNG. Cette visite s'est avérée des plus intéressantes car la PNG n'avait pas de télévision locale, et encore moins de télévision transmise par satellite.

Cette photo est aussi quelque peu cocasse dans la mesure où j'avais dû me pencher pour la prendre et que le plus petit des deux garçons m'avait imité pour voir ce que je faisais.

Le directeur,
Communications par satellite
R.W. Huck

Pensez à recycler !

Ce papier contient des rebuts recyclés.



Pleins feux sur la nouvelle technologie des musées

par Mark Montreuil

S'il n'en tient qu'aux organisateurs d'une récente conférence sur les musées et la nouvelle technologie, le musée de l'avenir contiendra plus d'ordinateurs que le bureau moyen.

Cette activité de trois jours, tenue du 2 au 4 mai à Winnipeg (Manitoba), avait été organisée par le Réseau canadien d'information sur le patrimoine (RCIP) et commanditée par le Musée manitobain de l'homme et de la nature, avec la participation financière du RCIP.

La conférence a permis d'aborder plusieurs sujets, notamment l'utilisation des vidéodisques interactifs dans les

musées et la gestion informatique des renseignements relatifs aux musées; les participants ont pu également assister à une démonstration de la technologie de lecture au laser tridimensionnelle (3D). Le processus 3D, qui peut servir à enregistrer les dimensions d'artefacts de grande valeur, a été mis au point par le Conseil national de recherches avec l'aide des chercheurs de l'Institut canadien de conservation.

Barbara Rottenberg, directrice adjointe des Services aux musées du RCIP, a déclaré que la participation à la conférence avait dépassé les attentes des organisateurs. « Environ 300 personnes se sont rendues à la conférence; or,

les événements du genre tenus dans d'autres pays attirent en moyenne 150 personnes. »

Des chercheurs, des représentants des musées de tout le Canada et des exposants de techniques d'information et de techniques spécialisées pour les musées ont participé à la conférence. On remarquait aussi la présence de délégués des États-Unis, de la Grande-Bretagne, du Danemark, de la Suède et de la Norvège.

M^{me} Rottenberg affirme que le succès de la conférence témoigne de la réputation grandissante du Canada au sein de la communauté muséale internationale.

Une nouvelle affiche du spectre

La Direction générale de la politique du spectre et de l'orbite a effectué la première refonte approfondie en près de dix ans de l'affiche intitulée *Attribution des fréquences radioélectriques au Canada*. Cette affiche colorée illustre l'utilisation de l'ensemble du spectre radioélectrique.

Cette refonte était devenue nécessaire en raison d'importantes modifications dans l'attribution des fréquences au cours des années 1980. Ces modifications avaient été apportées à la suite de la mise en œuvre de nouveaux moyens de communication, tels que les satellites pour le service mobile et le téléphone cellulaire, et de nouvelles structures administratives telles que les Conférences administratives mondiales des radiocommunications.

L'affiche a été produite de concert avec les Services d'infor-

mation qui ont fait largement appel à la conception assistée par ordinateur — une autre technique qui a pris son essor depuis 1982, année de publication de la dernière charte.

« L'affiche a été conçue presque entièrement à l'ordinateur, explique Wayne Longman, chef des services fixes, Politique du spectre et de l'orbite. Le travail a été moins long et moins difficile que prévu. C'est la première fois que nous réalisons un projet d'une telle envergure à l'ordinateur, et les résultats sont des plus concluants. »

L'affiche s'adresse avant tout aux organismes intéressés à l'utilisation du

spectre. Cependant, toute personne désireuse d'en obtenir un exemplaire peut en faire la demande auprès du bureau des publications des Services d'information ou des bureaux régionaux des Affaires publiques.

Farcus



© Farcus/Carloons™ 1990

Tu as écopé de 25 ans pour une faille dans le système ?

Un groupe de travail prône de nouvelles attitudes

par Susan Hajdu-Vaughn

Selon un récent rapport du gouvernement, la Fonction publique doit changer radicalement si l'on espère que le nombre de femmes occupant des postes de commande soit un jour équivalent au pourcentage de femmes dans la population active.

Les femmes représentent 43 p. 100 des fonctionnaires, mais seulement 12 p. 100 des cadres supérieurs.

Le Groupe de travail sur les obstacles rencontrés par les femmes dans la Fonction publique a constaté que 75 p. 100 des quelque 90 000 femmes fonctionnaires sont confinées à des emplois faiblement rémunérés de secrétariat, de travail de bureau, de gestion de programmes et d'administration.

Le rapport presse le gouvernement d'assurer l'avancement de ces femmes et d'accroître leur représentation au sein de la haute direction. Il encourage aussi les cadres supérieurs à modifier leurs attitudes à l'égard du rôle des femmes.

« Ce n'est qu'en nommant plus de femmes à des postes de haute direction, où elles peuvent travailler sur un pied d'égalité, que nous réussirons à opérer les subtils changements d'attitudes qui s'imposent », affirme Gwen Andrews, directrice, Politique des communications et liaison, Relations fédérales et provinciales.

Le groupe de travail, créé en septembre 1988, était présidé par Jean

Edmonds, ancienne sous-ministre associée de ce qui était alors le ministère de l'Expansion industrielle régionale. Le groupe avait pour mandat de recommander des moyens de surmonter les obstacles à l'accession des femmes aux postes où elles demeurent sous-représentées et à leur avancement au sein de certaines catégories. Le groupe s'est penché entre autres sur les attitudes, la formation et l'expérience.

Parmi les principaux obstacles qu'a cernés le groupe de travail, mentionnons les attitudes qui favorisent les stéréotypes sexistes, une culture réfractaire au travail des femmes et la difficulté de concilier vie professionnelle et vie familiale.

Selon Denise Benoît, agente des ressources humaines à l'ADMSR, qui a commencé sa carrière au gouvernement comme dactylo il y a dix ans, il est évident que de nombreuses femmes n'ont pas l'occasion de promouvoir leur carrière.

« J'ai vu des femmes démissionner en faveur du secteur privé parce qu'elles avaient plafonné. C'est dommage pour le Ministère car ces femmes ont tellement de possibilités. »

Pour de nombreuses femmes, il est quasi impossible de concilier responsabilités familiales et carrière, selon May Morpaw, auparavant gestionnaire de la planification et de la coordination du développement régional pour le Ministère, et maintenant directrice de la recherche et de la politique au Bureau de la main-d'oeuvre féminine de Travail Canada.

« Je crois que l'organisation traditionnelle du travail constitue un obstacle majeur. Les employés du Ministère sont convoqués à de nombreuses réunions et séances de travail qui ont lieu le soir et qui sont inconciliables avec les soins aux enfants. La structure du milieu de travail doit être assouplie et doit tenir compte des responsabilités familiales. »

M^{me} Morpaw affirme que de nombreux gestionnaires sont incapables d'évaluer à quel moment une femme est prête à l'avancement. « On a peur de se tromper en choisissant une femme. Les hommes prometteurs sont souvent repérés et préparés à un poste dès leurs débuts. Il

faut cesser d'avoir peur de prendre des risques avec les femmes, offrir davantage de congés aux mères de famille et définir de manière plus souple les modes de travail acceptables. »

M^{me} Andrews souscrit à la recommandation du rapport voulant que les femmes gestionnaires siègent au comité de sélection chargé de recruter les gestionnaires. « On aurait intérêt à ce que les femmes participent au processus de sélection et de formation; elles pourraient aider à trouver les femmes prometteuses et leur offrir de bonnes possibilités de perfectionnement. »

Le rapport du groupe de travail sera remis aux gestionnaires et aux employés

Le Groupe de travail sur les obstacles rencontrés par les femmes dans la Fonction publique n'a pas recommandé la création de nouveaux organismes ou l'adoption de nouvelles lois pour permettre aux femmes d'échapper aux emplois de niveau inférieur faiblement rémunérés. Le groupe a cependant encouragé le gouvernement à poursuivre cet objectif.

Le président du Conseil du Trésor, Robert de Cotret, a déclaré que le rapport serait distribué aux gestionnaires et aux employés afin de faire évoluer les attitudes.

« Nous progressons à pas de tortue », affirme May Morpaw, directrice de la recherche et de la politique au Bureau de la main-d'oeuvre féminine de Travail Canada. Il n'y a pas de solution miracle. Comme il se doit, le groupe de travail laisse au gouvernement le soin de prendre les décisions; mais la haute direction doit aussi se montrer plus ouverte et empressée. »

Le groupe de travail a réalisé un sondage auprès de 20 000 fonctionnaires sur une période de dix-huit mois.

L'ordinateur converse au sujet du sida

Une nouvelle technologie mise au point au Centre de recherches sur les communications (CRC) permettra sous peu aux élèves de faire appel à un ordinateur qui répondra franchement à leurs questions sur le syndrome d'immuno-déficience acquise (sida).

Un système informatique appelé Conversational Hypertext Access by Telecommunications (CHAT) a été conjugué à une base de données sur le sida. À l'aide d'un clavier, les utilisateurs peuvent poser des questions sur le sida en utilisant le langage courant. Les réponses sont ensuite affichées à l'écran.

Rockwood Informatics Ltd., une entreprise de conception et d'édition de logiciels, prévoit commercialiser le système informatique dans les écoles dès l'automne prochain.

« C'est un produit innovateur riche en possibilités. Nous entendons le présenter comme un produit du savoir et le vendre aux universités, aux collèges et aux écoles secondaires, où l'on tient,

et pour cause, à ce que chacun obtienne l'heure juste au sujet du sida », affirme Mike Stapenhurst, président de Rockwood Informatics de Kanata (Ontario) et de Frédéricton (Nouveau-Brunswick).

« C'est la première fois que le public peut utiliser la langue courante pour obtenir des renseignements d'un ordinateur », explique Thomas Whalen, gestionnaire de la recherche en comportement, qui a mis au point le système avec son collègue Andrew Patrick. Auparavant, les gens devaient choisir des catégories d'information à partir de menus ou utiliser des descripteurs pour communiquer avec les bases de données informatisées. »

Selon Mike Stapenhurst, CHAT/SIDA fera probablement l'objet de tests de marché dans les provinces de l'Atlantique et au Maine l'automne prochain. Rockwood Informatics prévoit incorporer des éléments graphiques au progiciel et mettre au point d'autres bases de données

sur des questions relatives à la santé.

Durant les essais pratiques réalisés en Alberta l'automne dernier, 492 consommateurs ont utilisé un ordinateur, un modem et un numéro local de libre appel pour entrer en communication avec CHAT. Whalen affirme que 96 p. 100 des 307 participants qui ont émis une opinion sur le système ont déclaré son utilisation facile et les renseignements sur le sida utiles.

« CHAT est un système de recherche documentaire général qui peut fournir des renseignements sur n'importe quel sujet. Nous avons choisi le sida comme exemple et l'accueil a été très favorable », explique Andrew Patrick, spécialiste du comportement à la Division de la recherche en comportement.

Dans le cadre d'une expérience de télévision interactive avancée (TIA), CHAT a aussi été conjugué avec succès à un lecteur de vidéodisques renfermant un documentaire sur le sida. À tout moment au cours de l'émission, le spectateur peut poser des questions au moyen du clavier. L'ordinateur réagit en faisant défiler la séquence vidéo renfermant la réponse.

Thomas et Andrew participent souvent à des foires commerciales et à des conférences de haute technologie afin d'y exhiber des versions tant vidéo que textuelles de CHAT/SIDA. Selon M. Whalen, les clients intéressés à mettre au point la technologie peuvent demander une licence. Par exemple, Emploi et Immigration Canada prévoit utiliser CHAT afin d'aider les élèves de niveau secondaire à apprendre à chercher un emploi.



Lise Nadeau, adjointe au sein du bureau du Ministre, est photographiée ici en compagnie de Maurice Venet, directeur de l'Alliance française d'Ottawa-Hull, lors du vernissage de ses peintures à l'huile. Les toiles de Lise, exposées dans les bureaux de l'Alliance à Ottawa, illustrent des rues et des maisons pittoresques du vieux Québec. Lise a étudié les beaux-arts à de nombreuses écoles d'Amérique du Nord; elle s'adonne activement à la peinture depuis 1985.

Un réseau électronique favorise la communication entre les cadres

Selon Micheline Ouellette-Rogers, gestionnaire principale adjointe du Réseau d'information des cadres supérieurs (RICS), c'est pour mieux communiquer et non en vue de maîtriser l'informatique que les cadres supérieurs ont demandé la création de leur propre réseau électronique.

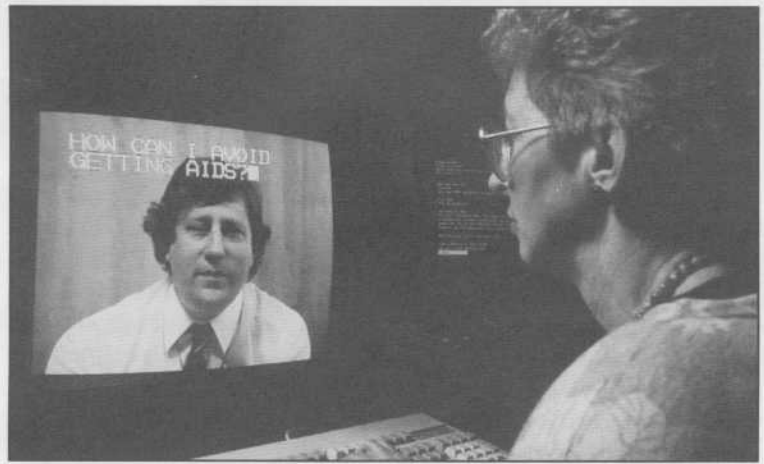
Le RICS permettra de diffuser des renseignements aux sous-ministres et aux sous-ministres adjoints ainsi qu'au personnel de 34 ministères et organismes gouvernementaux. Le réseau a été conçu et mis en place par une équipe d'employés de Communications Canada constituée en mai 1989.

« Les sous-ministres et sous-ministres adjoints sont fort

occupés; ils n'ont pas le temps de maîtriser un système complexe, explique Micheline. On nous a donc demandé d'installer un réseau d'utilisation facile. »

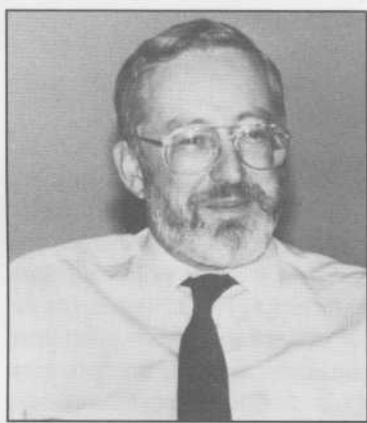
Le système utilise les installations de télécommunications en place, notamment Envoy 100 et iNet 2000, et fait appel à des logiciels existants. « Nous tenions à tout prix à ce qu'il s'agisse d'un service aux utilisateurs et non d'un projet de développement de systèmes », affirme Lyn Elliot Sherwood, gestionnaire principale du RICS.

Les renseignements auparavant diffusés par courrier ou par télécopieur, tels que la liste des



La télévision interactive avancée (TIA), mise au point au CRC, permet aux spectateurs d'en apprendre davantage sur le sida en interrogeant, au moyen d'un clavier, un ordinateur en interface avec un documentaire sur le syndrome.

À propos de Fonction publique 2000



John Edwards

(NDLR: Fonction publique 2000 est le programme lancé par le gouvernement pour moderniser la fonction publique afin de répondre aux besoins d'une société canadienne en évolution constante. John Edwards, auparavant commissaire à la Commission de la fonction publique et, plus récemment, secrétaire général des Musées nationaux du Canada, a été nommé directeur du projet le 12 décembre 1989. Il dirige un petit secrétariat du Bureau du Conseil privé qui est chargé de coordonner FP2000 au nom de Paul Tellier, greffier du Conseil privé, et de l'honorable Robert de Cotret, président du Conseil du Trésor. Le Secrétariat coordonne les tâches de neuf groupes de travail composés de hauts fonctionnaires et appuie les examens effectués par les ministères dans le cadre de FP2000. Le texte qui suit est la version révisée d'une entrevue avec la Chronique de la Fonction publique dans laquelle M. Edwards répond aux questions les plus fréquemment posées au sujet de FP2000.)

Est-ce que FP2000 est une initiative contrôlée par la direction ? Que faites-vous pour permettre à l'employé moyen de participer ?

Nous voyons cet exercice comme allant du sommet vers la base et de la base vers le sommet. Au fur et à mesure que se déroule FP2000, nous nous attendons à ce que le plus grand nombre d'employés possible participe et se prononce.

Nous nous y prenons de deux façons. Tout d'abord, pour les questions qui concernent manifestement tous les ministères et tous les niveaux, nous procédons à des consultations générales dans tout le pays. Par exemple, le Groupe de travail sur le service au public entreprend une démarche multi-niveaux et multimédias. Il y aura au niveau des cadres supérieurs sept symposiums, dont certains réuniront des gestionnaires du secteur public et du milieu des affaires. Une série de 30 réunions de groupes de discussion seront organisées dans 12 villes, auxquelles participeront des employés de soutien et des surveillants de premier rang d'un certain nombre de ministères.

Par ailleurs, nous pensons que les consultations les plus importantes se feront au niveau des ministères. Cela tient au fait

que chaque ministère a sa propre culture et sa propre histoire, mais aussi au fait que chaque ministère a des problèmes particuliers qui nécessitent des solutions uniques. Pour repérer les problèmes et les résoudre, nous avons naturellement besoin du concours des employés, car ils connaissent les rouages du ministère mieux que personne.

En quoi FP2000 est-il utile au personnel de premier rang ?

La raison d'être de FP2000 est d'assurer un meilleur service au public; cela veut dire qu'il faut faire en sorte que les employés en contact avec le public disposent du pouvoir et des instruments nécessaires pour accomplir leur travail le plus efficacement possible. Ce que nous essayons de faire, c'est de réduire l'emprise de l'administration centrale pour que ces employés disposent de plus de latitude et puissent répondre de manière plus dynamique aux besoins des clients. Nous voulons aussi qu'ils puissent se prononcer davantage au sujet des politiques et procédures qui influent sur les activités quotidiennes. Tous les ministères ont été invités à revoir leurs politiques et procédures administratives internes afin de confier davantage de ressources et de pouvoirs au personnel de premier rang et d'améliorer la communication ascendante.

Est-ce que FP2000 est une façon camouflée de procéder à une compression du personnel ?

Pas du tout. Nous avons précisé dès le début que ce n'était pas une excuse pour réduire les budgets ou le personnel. Je pense qu'il est justifié de dire que nous avons déjà accru considérablement l'efficacité dans la fonction publique et que nous accomplissons plus avec moins. Mais nous avons reconnu que la compression des effectifs des dernières années a fortement ébranlé le personnel de premier rang. Ce que nous espérons faire avec FP2000, c'est réduire le temps et les ressources consacrés à la paperasserie et aux procédures administratives internes — et utiliser davantage les ressources pour accomplir ce que nos clients attendent de nous.

Quel pourrait être l'effet de FP2000 sur les lois régissant la Fonction publique ?

Il est trop tôt pour dire à quoi pourraient ressembler le ou les programmes définitifs, mais nous avons eu des propositions d'une portée considérable. Parmi les lois qui ont plus de vingt ans et qui pourraient être modifiées figurent la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*, qui énonce les règles de recrutement et de promotion, et la *Loi sur les relations de travail dans la*

Fonction publique, qui définit le processus de négociation collective. On nous a aussi demandé si nous pourrions modifier la *Loi sur la gestion des finances publiques* de manière à la rendre plus souple. Quant au dépôt des projets de loi, la fin de l'année pourrait être le moment le plus propice.

Où en êtes-vous avec vos consultations avec les syndicats ?

Dans son annonce du 12 décembre dernier, le Premier ministre a indiqué que le projet FP2000 serait entrepris en étroite collaboration avec les syndicats. Peu après, M. Tellier, le secrétaire du Conseil du Trésor, la présidente de la Commission de la Fonction publique et moi-même avons rencontré les dirigeants syndicaux pour réitérer cet engagement. Il y a eu par la suite plusieurs réunions avec les délégués syndicaux, et tous les syndicats ont été invités à se faire entendre devant les groupes de travail. Nous avons invité les syndicats à faire des recommandations sur la façon de modifier les lois qui les concernent et nous nous sommes engagés à les consulter avant de présenter des modifications législatives spécifiques.

Comment les changements au fonctionnement de la Fonction publique seront-ils apportés ?

En trois temps. Les premiers changements se produiront là où l'on pourra apporter des améliorations rapides sans avoir recours aux modifications législatives. Les changements suivants seront plus profonds puisqu'il faudra, dans certains cas, modifier des lois. Dans la troisième phase, qui a déjà commencé et qui s'étendra sur plusieurs années, nous assisterons à la naissance d'une nouvelle culture organisationnelle qui procurera aux employés une plus grande satisfaction professionnelle et leur permettra de faire une carrière plus intéressante.

Le projet FP2000 permettra-t-il de réduire la lenteur de la dotation ?

C'est entièrement à la Commission de la Fonction publique que nous devons les 20 p. 100 d'amélioration enregistrés jusqu'à présent, mais nous pensons tous que nous pouvons faire mieux. Nous devons peut-être, pour cela, changer les règles. Nous avons confié la question de la dotation à un groupe de travail: il examine les modifications qu'il est possible d'apporter à court terme aux procédures et aux mécanismes en vue d'accélérer le processus, en prévoyant notamment une plus grande délégation du pouvoir, une meilleure formation des gestionnaires en matière de dotation, un recours

accru aux techniques informatiques, etc. Toutefois, en vue d'une amélioration véritable à long terme, le groupe de travail examine la possibilité d'accélérer le système en modifiant fondamentalement les lois régissant la dotation.

Comment garantissez-vous que les recommandations des groupes de travail ne seront pas appliquées de façon atténuée ?

Premièrement, nous avons pris publiquement l'engagement au sommet — le Premier ministre et le greffier du Conseil privé — qu'il y aura un changement radical dans le fonctionnement de la Fonction publique. Deuxièmement, nous pouvons compter sur les attentes qui animeront les sous-ministres membres des groupes de travail, lesquels surveilleront de très près la façon dont les organismes centraux donnent suite aux recommandations.

Vous avez souvent mentionné la décentralisation; cela fait-il partie d'une quelconque manœuvre d'opposition à l'endroit d'Ottawa ?

Nous parlons de la décentralisation du pouvoir des organismes centraux comme le Conseil du Trésor et la Commission de la Fonction publique, en faveur des ministères chargés de l'exécution des programmes afin qu'ils puissent mieux servir le public. Nous demandons également aux ministères de revoir leurs pro-

cédures administratives afin de s'assurer qu'ils concentrent leurs énergies sur leurs clients et non sur l'administration centrale. À mon avis, la plupart des ministères ont reconnu que ce qui compte, c'est de mieux servir les Canadiens, et ils ont commencé à modifier leur organisation en fonction de cet objectif. Dans cette optique, il faut souvent renforcer les activités des bureaux régionaux et locaux, tout comme la plupart des grandes sociétés se sont rendu compte que la meilleure façon d'améliorer le rendement est d'affecter des ressources là où se trouvent les clients, c'est-à-dire au premier rang.

Comment avez-vous l'intention d'entreprendre la difficile tâche qui consiste, à plus long terme, à changer les valeurs de la Fonction publique ?

La solution consiste en partie à éliminer les obstacles que l'on rencontre dans tout le système et qui empêchent les fonctionnaires d'atteindre leur plein potentiel. Il s'agit aussi d'encourager ces derniers à préciser les changements à apporter pour que leur propre milieu de travail se trouve amélioré. Nous devons aussi engager le dialogue à tous les niveaux de la Fonction publique pour discuter de la signification de ces changements. À long terme, il nous faudra prouver par des mesures concrètes que nous récompensons les personnes qui prennent des risques et que nous encourageons l'initiative. C'est manifestement un long processus, qui pourrait prendre de deux à cinq ans après l'adoption des nouveaux textes législatifs.

Certaines des recommandations des groupes de travail :

- Le Conseil du Trésor a accepté de confier aux sous-ministres la responsabilité d'approuver la classification des postes jusqu'au niveau EX-3. Suite à une suggestion en ce sens, il envisage aussi de permettre aux sous-ministres de promouvoir et d'embaucher des gestionnaires jusqu'à ce niveau.
- En réponse à une préoccupation voulant que les directions chargées de l'administration des divers ministères jouissent de pouvoirs trop étendus, on a demandé à tous les ministères de revoir la délégation interne et les pouvoirs de signature.
- La Commission de la Fonction publique a accepté que les sous-ministres délèguent aux cadres supérieurs les décisions en matière de dotation. À ce jour, une telle délégation exigeait l'approbation de la CFP. Les groupes de travail ont recommandé de confier cette responsabilité, dans la mesure du possible, aux gestionnaires hiérarchiques.

FP2000 suite de la page 1

la *Fonction publique* et la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique*. »

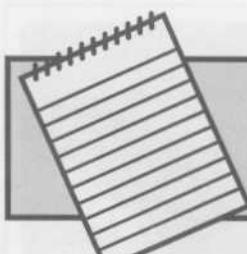
« Chaque ministère de l'État procède à son propre examen interne dans le cadre de FP2000 », déclare le sous-ministre Alain Gourde.

« Il ne suffit pas de se pencher sur l'ensemble de la Fonction publique. Nous devons aussi regarder dans notre propre cour, a affirmé M. Gourde. Il faut s'assurer que le Ministère délègue

des responsabilités, dans la mesure du possible, aux gestionnaires adjoints et aux régions. »

On s'attend que FP2000, qui continuera de présenter des réformes au cours des prochaines années, assouplisse les règles qui régissent la prestation des services à la population.

M. Gourde a bon espoir que FP2000 sera efficace. « Tout le monde — nos employés et la population du Canada — profitera de ces changements. »



BLOC - NOTES

Que les presses tournent

La région de l'Atlantique relance la publication d'un bulletin.

Paul Soucy, gestionnaire régional des affaires publiques, a remis les presses en route avec la publication du premier numéro de *Atlantic InterComm Atlantique*, lancé en mars.

Au début des années 1980, la région a publié brièvement un bulletin intitulé *Les Liens/The Links*.

« Je mise sur un produit continu qui répondra à des besoins réels : une meilleure communication entre les employés d'un district à l'autre, comme du bureau régional aux bureaux de district de l'Atlantique, et la valorisation des employés telle qu'elle est préconisée dans notre énoncé de mission », écrivait Paul Soucy dans son premier éditorial.

Les employés de la région ont participé à un concours en vue de trouver un nom à la publication.

La clé des champs... magnétiques

Les employés du bureau de district de Trois-Rivières ont récemment découvert le véritable attrait de leur travail.

Au cours d'une enquête de brouillage, un véhicule du ministère a été magnétisé par la reprise soudaine de l'alimentation électrique à une aluminerie locale. Le fonctionnement de plusieurs pièces d'équipement électronique sensible a été perturbé.

Ayant constaté que le seul service de démagnétisation disponible (offert par l'Hydro-Québec) coûtait cher et ne pouvait garantir de résultats, les employés décidaient de prendre les choses en main.

Ils ont alors enroulé un très long fil électrique autour du véhicule afin de créer un nouveau champ magnétique qui, mis sous tension, a permis de réduire le degré de magnétisation.



Un cycliste du Ministère choisit le trajet gagnant

Bob Baser enfourche son dix vitesses et dame le pion à un autobus, à une automobile, à une motocyclette et à un piéton.

Gestionnaire à la Division des applications et des politiques de développement, Bob était l'un des participants à une course organisée par le Conseil de sécurité d'Ottawa-Carleton. Cet événement médiatique avait pour objectif de démontrer aux habitants d'Ottawa que la voiture n'était pas le seul moyen efficace de se rendre au travail. Les participants devaient observer le code de la route en entier au cours de deux courses de 2,5 et de 5 kilomètres.

Bob Baser, qui depuis 20 ans se rend au travail à vélo tous les jours, estime que sa victoire dans la course de 2,5 kilomètres s'explique par un meilleur

choix de trajet que ses concurrents. Il est parvenu au point d'arrivée un peu plus de 2 minutes avant le deuxième concurrent qui, lui, conduisait une automobile.

La DPE fait connaître ses réalisations

Les employés de la Direction de l'évaluation des programmes (DPE) ont pu faire part à leurs collègues de leurs réalisations dans le domaine de l'évaluation des programmes lors de la conférence nationale de la Société canadienne de l'évaluation, en mai dernier.

Shelley Borys et Bill Graham, gestionnaires d'évaluation des programmes, ont présenté un document intitulé *New Spots or New Leopards? The Expanding Role of Program Evaluation* qui portait sur certaines des nouvelles orientations prises récemment par la DPE. En plus d'évaluer les services qu'offre le Ministère à ses clients, la DPE met son expertise à la disposition d'autres secteurs. Ainsi, des évaluations de la gestion des ressources humaines et de *Communications Express* ont récemment été effectuées.

Shelley Borys et Natalie Kishuk, anciennement de la DPE, ont aussi organisé un atelier pré-conférence intitulé *How to Measure a Charging Elephant with a Rubber Yardstick: An Introduction to Measurement Issues in Evaluation*.

Gruchy préside une session d'orientation internationale

Sous la direction de Charles Gruchy, directeur général de l'Institut canadien de conservation, des représentants de 82 pays se sont rencontrés récemment pour discuter des principaux problèmes et questions de conservation.

« Pendant trois jours, je me suis senti un peu comme un secrétaire général des Nations Unies en miniature », a affirmé Charles Gruchy alors qu'il parlait de son expérience à titre de président de l'assemblée générale du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM). La session, qui a eu lieu en mai dernier à Rome, portait sur le programme et le budget de l'ICCROM pour les deux prochaines années.

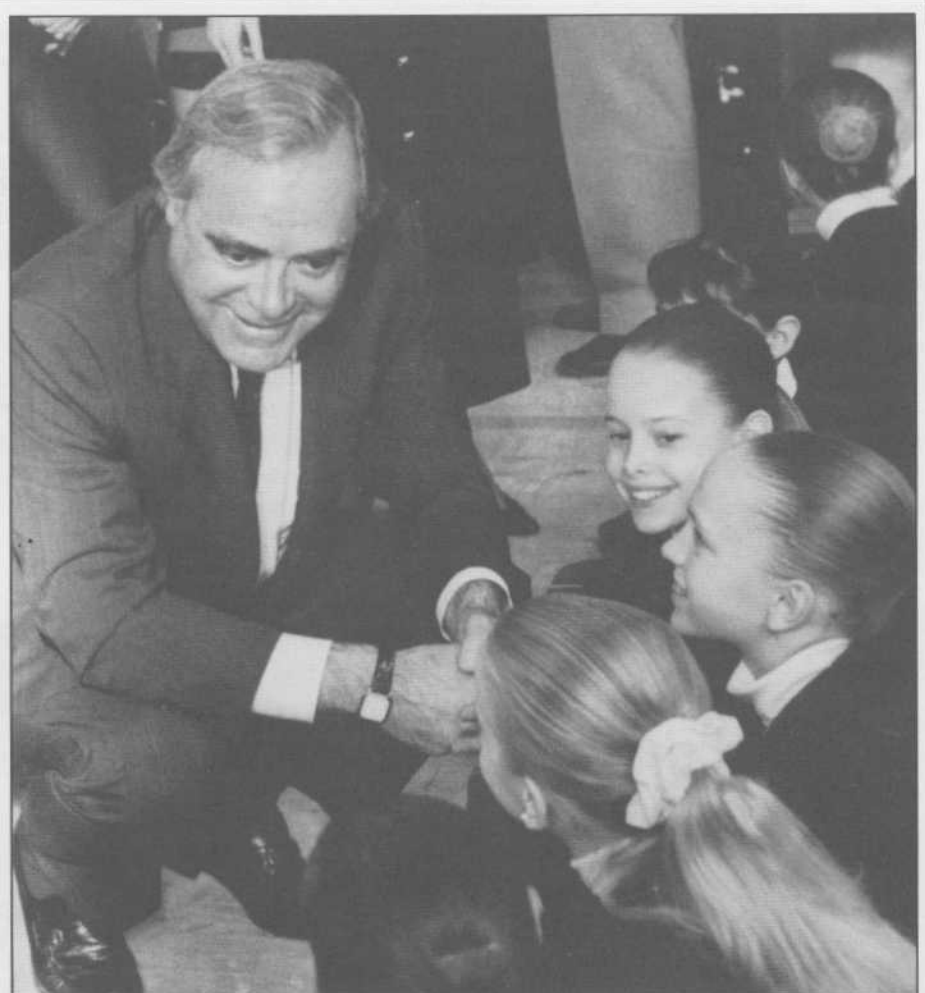
Au cours de la session, M. Gruchy a aussi été élu président du conseil d'administration de l'organisation, chargé de la gestion courante de l'ICCROM.

Le Ministère se distingue auprès de Centraide

Le ministère des Communications s'est vu récemment décerner un prix de distinction par Centraide Ottawa-Carleton, en reconnaissance de son remarquable leadership à titre de ministère hôte de la campagne Centraide 1989 au sein de la Fonction publique fédérale.

Le Ministère a reçu cette distinction le 23 mai dernier du fait qu'il a recueilli un montant d'argent record, établi un objectif audacieux et organisé un lancement innovateur. On a également souligné le travail réussi de surveillance et de direction de la campagne menée dans 110 ministères et organismes, sous la direction d'Alain Gourde, président de la division de la Fonction publique.

Jean Bélanger, directeur de la gestion et de la coordination à l'ADMCM, qui a agi comme organisateur adjoint de la campagne, a accepté la plaque au nom du Ministère.



Le ministre des Communications, Marcel Masse, s'entretient avec un groupe de jeunes ballerines à l'École nationale de ballet à Toronto. M. Masse était de passage dans cette institution pour annoncer la création d'un groupe de travail qui se penchera sur les besoins de formation professionnelle au sein du milieu artistique canadien. Il a aussi annoncé l'octroi d'une subvention de 2,3 millions de dollars à l'école de ballet. Photo de Jeannette Edissi-Collins, École nationale de ballet.

Des programmes intègrent des personnes handicapées au Ministère

Communications Canada s'est adressé à la Marche des dix sous de l'Ontario et à d'autres organismes de charité pour accroître l'embauche de personnes handicapées.

La collaboration avec le programme Discovery de la Marche des dix sous de l'Ontario s'est avérée l'une des plus fructueuses. Le programme Discovery offre une formation en informatique ainsi qu'une formation en cours d'emploi aux personnes handicapées. Le programme paie le salaire des élèves durant les stages, d'une durée de onze semaines.

« Les candidats sont soumis à un processus de sélection rigoureux, affirme Doreen Harte, de la Marche des dix sous de l'Ontario. Nous ne retenons que huit élèves sur quarante candidats. »

Les candidats choisis reçoivent une formation en traitement de texte, en rétroprojection, en gestion de projets, en graphisme, en estimation et en repérage financiers, en gestion de base de données et en éditique. On les encourage aussi à adopter des attentes réalistes face au travail en plus de leur enseigner le fonctionnement d'un bureau et la façon de se comporter lors d'une entrevue.

« J'ai parlé à un gestionnaire qui avait de la difficulté à trouver des personnes familières avec un certain système

informatique, a déclaré Louise Lappa, coordonnatrice du programme d'équité en matière d'emploi au Ministère. Il a accepté de mettre le programme à l'essai pour le Ministère ; or trois des personnes affectées à cette section dans le cadre du programme ont été embauchées. »

Une surveillante qui travaille avec plusieurs participants au programme affirme que leur handicap n'entrave nullement leur travail. « Je suis un peu mal à l'aise d'en parler parce que, dans deux des cas, je n'arrive même pas à déterminer quel est le handicap », a-t-elle expliqué.

Le Ministère collabore étroitement avec plusieurs autres organismes, notamment les Services de réadaptation professionnelle du ministère des Services sociaux et communautaires de l'Ontario, le Programme d'accès de la Commission de la Fonction publique et la Commission des accidents du travail. Selon Louise Lappa, le curriculum vitae des personnes représentées par ces groupes, et d'autres encore, est inscrit sur des listes couvrant de nombreux domaines de compétence, que les gestionnaires peuvent consulter.

Pour de plus amples renseignements sur ces programmes et d'autres, veuillez communiquer avec Louise Lappa.

Réorganisation suite de la page 1

- Les trois directions à vocation technique du secteur de la gestion du spectre — réglementation de la radiodiffusion, réglementation de la radio et programmes techniques — seront transférées au secteur de la technologie et de la recherche.
- La direction générale des politiques et programmes des musées et du patrimoine et la direction générale des arts et de la planification des politiques seront réunies pour constituer un nouveau secteur — politiques des

musées, du patrimoine et des arts — placée sous la direction de Charles McGee.

- La responsabilité des « Nouveaux médias » sera confiée à un nouveau secteur de la politique des communications, qui sera en outre chargé de la radiodiffusion, des industries culturelles, du droit d'auteur et de la politique des télécommunications.

Cette réorganisation est sujette à l'approbation du Conseil du Trésor.

Un cours de perfectionnement pour les gestionnaires du Ministère

La Division de la planification et du perfectionnement des ressources humaines a offert récemment deux cours d'orientation portant sur la gestion efficace des ressources humaines. Au total, quarante-quatre surveillants ont participé aux deux sessions tenues en janvier et en mars derniers à l'hôtel Ambassador, à Kingston (Ontario).

Le cours, d'une durée de

10 jours, est constamment révisé et amélioré afin de répondre à l'évolution des besoins des surveillants. Les participants ont la chance de mettre en pratique les compétences nouvellement acquises. Les organisateurs cherchent avant tout à créer un climat d'entraide et de respect mutuel.

Parmi les sujets abordés, mentionnons : le rôle du surveillant au sein de l'unité de

travail; la communication efficace; la motivation; le leadership; la planification financière au Ministère; l'évaluation du rendement; les relations de travail; la résolution de problèmes; l'animation de réunions productives; et le programme d'aide aux employés. Pour obtenir plus de renseignements au sujet du cours, veuillez communiquer avec Carmen Centofanti au (613) 990-4531.



Les participants au cours offert en mars (dernière rangée, de gauche à droite) : Kwai Lum; Laurel March; Roger Faubert; Dave Egilo; Duncan Adams; Eric Hopper; Jacques Filiatrault; Catherine Hurley; Marilyn Wallace; et Dilu Kalsi. (Rangée du milieu, de gauche à droite) : Charmaine Paul; Octave Bélanger; Faye Ferris; Denise Duchesne; Patricia Jaton; Brian Kasper; et Robert Bissell. (Première rangée, de gauche à droite) : Gérald Clément; Peter Hill; Carmen Centofanti; Julie Côté; Dan O'Connell; et Cathy Murray.

Quelques uns des participants à la session de janvier (dernière rangée, de gauche à droite) : Maggie Lackey; Paul Gryn; Brent Seres; Rick Hergott; Diane Lacombe; Susan Williams; Dorothy Scharf; Mary Racine; Dale Reeson, conseiller; Don Walker; et Susan Matasi. (Rangée du milieu, de gauche à droite) : Christianne Poirier; Loraine Fleming; Don Edwards; Jane Wiebe; Colette Tremblay; Frances Clavet; et Judy Vilon. (Première rangée, de gauche à droite) : Susan Wright-Yearwood; Peter Allen; Pierre Landry; Chris Lafkas; et Joanne McCourt.

Une session d'orientation fertile en nouvelles idées pour la DGHR

Il y a deux mois, les employés du Ministère recevaient un *Communigram* annonçant la fermeture des bureaux de la direction des ressources humaines (DGHR) pendant deux jours.

Les employés de la DGHR sont maintenant de retour au poste, animés d'une nouvelle énergie et inspirés par de nouvelles idées, par suite de deux jours de formation et de planification dans un centre de conférences, en mai dernier. Les séances, empreintes d'un climat de coopération, ont été fertiles en échanges, en idées nouvelles, en discussions et en solutions.

Avant le début de la session, une équipe d'experts de l'Université d'Ottawa a vérifié la santé et la condition physique des employés. Josée Quenneville et deux de ses collègues ont analysé

les résultats et enseigné aux employés des techniques de réduction du stress en milieu de travail.

Les employés ont aussi eu l'occasion d'entendre des conférenciers traiter d'une variété de sujets intéressants, notamment de la *Loi sur l'accès à l'information*, de la protection des renseignements et de *Fonction publique 2000*.

Derek Sweet, du secrétariat de *Fonction publique 2000*, a présenté un compte rendu du projet, tandis que le sous-ministre, Alain Gourd, a fait état de l'enthousiasme et de l'espoir qu'il suscitait chez lui.

« Dans des documents comme l'énoncé de mission et Les changements qui s'imposent, le Ministère avait pris de l'avance, a déclaré M. Gourd. Maintenant que passe la loco-

motive FP2000, il suffit de nous y accrocher. »

Au cours de la deuxième journée, les employés ont discuté en équipes des principes sous-jacents à l'énoncé de mission. Chaque équipe devait appliquer l'un des principes aux problèmes courants de la DGHR. « Les idées émises par les employés aideront la DGHR à demeurer dynamique, efficace et bienveillante dans sa gestion des ressources humaines », a déclaré après la session le directeur général, Michel Séguin.

Les participants ont conclu que pour mieux gérer les ressources humaines, il faut d'abord créer un bon climat de travail. Si chaque employé croit à la possibilité d'améliorer les choses, on aura franchi un pas de géant.



Michel Séguin, directeur général des ressources humaines et Louise Lappa, coordonnatrice du programme d'équité en matière d'emploi, en compagnie des marionnettes de « Kids on the Block ». La troupe de marionnettes, qui veut sensibiliser les enfants au monde des handicapés, a reçu, le 12 juin, une plaque commémorative du sous-ministre Alain Gourd.

En toute franchise

par David Dawson
Analyste des politiques
de réglementation



La loyauté est une des qualités les plus importantes que les employeurs puissent rechercher chez leurs employés — et c'est à la phase de la sélection que tout se joue.

Les comités de sélection mettent souvent la charrue devant les boeufs lorsqu'il s'agit d'évaluer les qualités personnelles d'un candidat. Ils exigent fréquemment des preuves d'engagement et de motivation. L'enthousiasme, le jugement, le tact et la discrétion sont considérés comme des qualités essentielles. Or, même un espion ou un voleur peut posséder toutes ces qualités; mais sans loyauté, elles ne servent à rien.

Il ne suffit pas d'établir si une personne est capable d'engagement mais plutôt de savoir si elle peut s'engager envers le Ministère et, qui plus est, respecter cet engagement.

On qualifie souvent de loyaux les employés qui flattent leurs supérieurs et c'est là une erreur. Résultat : la loyauté devient souvent synonyme d'incompétence, d'inaptitude, de dépendance et d'une foule

d'autres traits négatifs car on présume que seul un employé qui craint la critique ou le renvoi se montrera loyal.

Les comités de sélection peuvent-ils vraiment évaluer quelque chose de si subjectif et de si personnel? Certes oui. Déjà des procédés tels que les questions ouvertes, le jeu des rôles, les recommandations et les déclarations des candidats servent à déterminer si ces derniers sont fiables, appliqués et avisés. Ces mêmes procédés pourraient servir à déterminer si une personne est susceptible d'être loyale. Mais pour être utile, la démarche doit être empreinte de franchise.

De nombreuses personnes croient, et les dernières études le confirment, que le respect et la confiance sont des éléments essentiels d'un bon milieu de travail. Seuls des employés loyaux pourront faire preuve de telles qualités. Or, le processus de sélection est le moment tout indiqué pour évaluer la loyauté — c'est dès le départ que doit s'engager une relation saine entre l'employeur et l'employé.

RCIS suite de la page 3

vacances et des nominations dans les catégories de la gestion de la Commission de la Fonction publique et Le Quotidien de Statistique Canada, seront transmis plus rapidement et plus efficacement grâce au RICS, selon Micheline.

« Les gestionnaires peuvent trier les renseignements, de façon à ne retenir que ce qui les intéresse. Le RICS entend collaborer avec les organismes qui disposent de renseignements utiles et trouver le meilleur moyen de les transmettre aux clients », de dire Lyn Elliot Sherwood.

Le réseau offre aussi un

système de courrier électronique qui permettra d'accélérer les communications courantes, ajoute Lyn. « Par exemple, les membres du comité pourront s'en servir pour confirmer les ordres du jour et leur participation aux réunions, au lieu de jouer au chat et à la souris par téléphone avec cinq ou six autres personnes ».

« Ce qui importe le plus, c'est que le réseau soit maintenant en place, signale Lyn Elliot Sherwood. Nous pouvons désormais perfectionner le système et envisager d'étendre le service à d'autres niveaux. »

Qui fait quoi

SADM

Peter Barnes, directeur de la Division de l'analyse de la politique fiscale et stratégique de la DGFP a quitté le ministère pour poursuivre une autre carrière.

Jennifer Jang a été nommée pour une période indéterminée au poste d'agent des visites de la Division de la planification et du développement des télécommunications bilatérales, à la DGIR.

Vikki Arany a été nommée secrétaire du directeur, Politique des réseaux et gestion des normes, à la DGTP.

Gaétane Laplante a été détaché de Travaux publics Canada à la Division de l'évaluation des programmes à titre de gestionnaire principale de l'évaluation des programmes, pour une période de deux ans.

Judith Froome a été nommée pour une période indéterminée au poste d'agente des expositions et des services audio-visuels de la Division des services de création, à la DGIS.

Michelle Racette a accepté un détachement de six mois de Santé et Bien-être Canada à la Division des politiques culturelles et liaison de la DGFP, où elle occupe le poste de conseillère.

Anne Rose a été mutée de la DGFP à la Division de la planification des priorités et des affaires gouvernementales à la DGSP, où elle occupe le poste de secrétaire.

Manon Pelletier a été promue directrice, Politiques culturelles et liaison, à la DGFP.

Cherryl Smith, agente des projets spéciaux à la Division des relations publiques de la DGIS, a accepté un détachement de six mois à Environnement Canada.

Helen Kennedy a été nommée au poste d'analyste des politiques à la Division de la politique des finances et de la réglementation de la DGTP.

Michael Holmes a été promu directeur de la Division des services de création à la DGIS.

ADMCM

Monica Belley a été nommée pour une période indéterminée au poste de secrétaire à la Division de la politique et des programmes du patrimoine de la DGMH.

Thomas Caplan, économiste principal à la Division de la

politique des arts de la DGAP, a accepté un détachement d'un an à Statistique Canada à titre de chargé de projet.

Gloria Langis a été promue au poste de secrétaire au Réseau canadien d'information sur le patrimoine, à la DGMH.

Carole Lafrenière, agente à la Division de la politique de la radiodiffusion — langue anglaise de la DGBP, a accepté un détachement d'un an aux Archives nationales du Canada.

ADMCM

Sharon Fleming, auparavant à l'emploi de la GRC, a été nommée directrice des Opérations en personnel à la DGHR.

Micheline Schimanski a été promue au poste de commis aux comptes à payer à la Division de la politique des finances, des systèmes et de la comptabilité de la DGFM.

Raynald Turgeon a été déployé à la DGHR à titre de directeur invité chargé de Fonction publique 2000.

Carole Fontaine a été mutée du ministère de la Défense nationale à la Division des relations de travail et des avantages sociaux de la DGHR, où elle occupe le poste de stagiaire en rémunération et avantages sociaux.

Joanne Marois, Nicole Allan, Linda Villeneuve et Chantal Potvin ont été promues au poste de commis à la vérification des voyages au sein de la Division de la politique des finances, des systèmes et de la comptabilité de la DGFM.

Diane Godin a été mutée d'Industrie, Sciences et Technologie Canada à la Direction des services administratifs et techniques du CRC, où elle occupe le poste de commis de soutien administratif.

Diane Séguin-Guérrette a été nommée commis à la rémunération et aux avantages sociaux à la Division des relations de travail et des avantages sociaux à la DGHR.

Diane Bertrand a été mutée de la Commission de la Fonction publique à la Division des opérations en personnel, où elle occupe le poste de conseillère en personnel pour le secteur ADMSR.

Janice Lang a été nommée technicienne en photographie à la Direction des services administratifs et techniques du CRC.

Jim Giovannitti a été nommé au poste de gestionnaire de projets — grands projets à la Division des services des installations du Centre, à la DGAT.

Martine Bégin et Louise Stewart ont été nommées commis aux comptes à payer à la Division de la politique des finances, des systèmes et de la comptabilité de la DGFM.

Ed Joly a été nommé au poste de chef de la conception des systèmes au Service de sécurité des communications et de l'informatique de la DSCS.

Jeannette Sabourin a été nommée au poste d'agent de classification subalterne à la Division des opérations en personnel de la DGHR.

Hélène Godreau a été mutée de la Commission de la Fonction publique à la Division de la planification et du perfectionnement des ressources humaines de la DGHR, où elle occupe le poste d'adjointe, planification des ressources humaines.

Dorothy Franklin a accepté un détachement d'un an des Archives nationales du Canada aux Services de gestion financière, portefeuille du ministre de la DGFM, à titre d'analyste financière principale.

Nadine Pin a été nommée commis financier à la Division de la planification financière et de l'exploitation des ressources de la DGFM.

ADMTR

Siegrid Bernhoff a été nommé pour une période indéterminée au poste de technologue en photolithographie à la Division des dispositifs de pointe et de la fiabilité de la DGCD.

John Low est entré au Ministère à titre d'ingénieur au laboratoire de dynamique de la Division de la mécanique spatiale, à l'Agence spatiale canadienne.

Nicole Cyr a été nommée au poste de secrétaire du gestionnaire des systèmes nationaux à la Division de la gestion des systèmes de télécommunications de la DGGT.

Judith David a été détachée pour un an du bureau du ministre au bureau du Réseau d'information des cadres supérieurs où elle occupe le poste de gestionnaire du bureau.

Darin Graham, qui travaillait dans le secteur privé, a été nommé au poste d'ingénieur,

dynamique des satellites, à la Division de la mécanique spatiale de l'Agence spatiale canadienne.

Donald Haines a été nommé pour une période indéterminée au poste de technologue à la Division des technologies des communications radio de la DGRC.

Norm Young, qui travaillait au ministère de la Défense nationale, a été nommé au poste d'ingénieur, réseaux de communications, à la Division des technologies des communications radio de la DGRC.

Jacques Francoeur, auparavant à l'emploi d'Alcan International Ltée, a été nommé au poste d'ingénieur en recherche à l'Agence spatiale canadienne.

Irena Streibl a été nommée au poste d'ingénieure en développement industriel, communications par satellites, à la Division de la technologie et des programmes économiques de la DGCP.

Carolyn Tremblay, auparavant commis à la rémunération à la Division des relations de travail et des avantages sociaux de la DGHR a été mutée au bureau de l'ADMTR où elle occupe le poste de commis à l'administration/correspondance.

Kathleen Anne Soucy a été nommée au poste d'agente de planification et de liaison à la Division de la gestion et de la planification (DMG).

Sharon Howell a été nommée au poste de surveillante à la Division des finances et de l'administration de la DGGT.

Jacqueline Lafleur, adjointe administrative à la Division des technologies des communications radio a quitté le ministère pour poursuivre une autre carrière.

SMAQ

André Martin, auparavant à l'emploi du gouvernement provincial, est entré au bureau régional à titre d'agent de développement industriel.

Hélène St-Jean, commis à la rémunération et aux avantages sociaux au bureau régional, a été mutée à l'Agence spatiale canadienne.

Douglas Larivière, auparavant à l'emploi du secteur privé, est entré au bureau auxiliaire de Val d'Or à titre d'inspecteur radio stagiaire.

Marcel Drouin a été promu au poste de directeur, technologies avancées, à la DGRI (Laval).

Michel Lacasse a été muté des Services correctionnels du Canada au Service du personnel du bureau régional à titre de commis à la rémunération et aux avantages sociaux.

ADMSR

David Skorey, commis au Bureau d'homologation et de services techniques, a été muté à l'Énergie, Mines et Ressources.

Nicole Bédard a été nommée au poste d'adjointe administrative à la Division de conseil et d'analyse — CEM, de la DGEP.

Suzanne Lambert a été promue au poste d'ingénieure, règlements sur le brouillage et élaboration de normes, à la Division de conseil et d'analyse — CEM de la DGEP.

David Jardine a été nommé pour une période indéterminée au poste de gestionnaire, Programme de raccordement de matériel terminal, à la DGEP.

Steve McNeil a été promu au sein de la Division des techniques du spectre au poste d'ingénieur second du spectre.

Linda Bennett a été nommée au poste d'adjointe administrative, services spatiaux, exploitation de la gestion du spectre, à la Direction générale de l'exploitation de la gestion du spectre de la DGRR.

Région du Pacifique

Barry Spillman, agent de communications et de culture au bureau régional a été muté à la Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada.

Wilma Lorimer a été promue au sein de l'Agence de télécommunications gouvernementales au poste d'analyste des services à la clientèle.

Carey Tokiwa, analyste à la Division des services techniques et informatiques du bureau régional, a été muté à Travaux publics Canada.

Région du Centre

Nathalie Lavoie a été mutée du bureau du Commissaire aux langues officielles au bureau de district d'Edmonton, où elle occupe le poste de réceptionniste et de commis à l'administration.

Rose Marie Derasp a été mutée de Santé et Bien-être Canada au bureau de district d'Edmonton, où elle occupe le poste de commis au contrôle du spectre.

Voir page 8 : Qui fait quoi



Employees involved in organizing activities for the Department's 20th Anniversary celebrations were presented with the Deputy Minister Group Achievement Award. Back row (from left to right) are: Michael Holmes, Carla Curran, Ron Smith, Joe McKinnon, Glen McLeod, Micheline Ouellette-Rogers, Michel Gervais, Philip Kinsman and Gisèle St-Amand. Front row (from left to right) are: Josée Miville-Dechêne, Judith Froome, Elizabeth Gilmour, Marie-Christine Dufour, Marie Lussier, Alain Gourd, Don Stephenson, Suzanne Rochette, May Morpaw, Jean-Paul Hamelin and Lisette Thibault. Missing: Cheryl Smith, Anne Séguin, Lynn Morris and Gérard Desroches.

Les employés qui ont participé à l'organisation des activités marquant le 20^e anniversaire du Ministère ont reçu la prime du sous-ministre pour réalisation collective. Dernière rangée (de gauche à droite) : Michael Holmes, Carla Curran, Ron Smith, Joe McKinnon, Glen McLeod, Micheline Ouellette-Rogers, Michel Gervais, Philip Kinsman et Gisèle St-Amand. Première rangée : Josée Miville-Dechêne, Judith Froome, Elizabeth Gilmour, Marie-Christine Dufour, Marie Lussier, Alain Gourd, Don Stephenson, Suzanne Rochette, May Morpaw, Jean-Paul Hamelin et Lisette Thibault. N'apparaissent pas sur la photo : Cheryl Smith, Anne Séguin, Lynn Morris et Gérard Desroches.

People continues from page 7

Christine McIlveen, Supervisor, Support Services, in the Edmonton District Office has transferred to Agriculture Canada.

Ontario Region

Jeff Reid, Radio Inspector-in-training in the Toronto District Office, has transferred to Consumer and Corporate Affairs in Dartmouth, Nova Scotia.

Mitch St. Jacques was promoted from within the Regional Office to the position of Manager, Telecommunications and Technology, in the Communications and Culture Division.

Sheri O'Brian was appointed on an indeterminate basis to the position of District Office Clerk in the Belleville District Office.

Catherine Hurley was promoted from within the Communications and Culture Division of the Regional Office to the position of

Manager, Cultural Affairs and Broadcasting.

Sandra Packham, previously with Transport Canada, was appointed to the position of Radio Inspector-in-training in the Toronto District Office.

Janice Stavert has transferred from Employment and Immigration Canada to the Regional Office as a Telecommunications Analyst in the Government Telecommunications Division.

Atlantic Region

Claudette Drisdelle has transferred from the GTA Office in Halifax to the GTA Office in Moncton as Operations Officer.

Nicole Monette was promoted to the position of Operations Officer in the GTA Office in Halifax. She was previously Administrative Assistant in the Halifax District Office.



The Deputy Minister Group Achievement Award was presented to the Global Overview project team. Back row (from left to right) are: Nicole Séguin, Alain-Bernard Marchand, Patrick Borbey, Attilio Barcados, Yves Théorêt, and Susan Baldwin. Front row: Jill Sinclair, Manon Pelletier, May Morpaw, Alain Gourd, Marie-Josée Lévesque, Alain Desfossés, Lorna Higdon, and David Waung. Missing: Adam Ostry, Jean-Pierre Couillard and Patrick Hollier.

La prime du sous-ministre pour réalisation collective a été décernée aux membres du projet Vue d'Ensemble. Dernière rangée (de gauche à droite) : Nicole Séguin, Alain-Bernard Marchand, Patrick Borbey, Attilio Barcados, Yves Théorêt, et Susan Baldwin. Première rangée : Jill Sinclair, Manon Pelletier, May Morpaw, Alain Gourd, Marie-Josée Lévesque, Alain Desfossés, Lorna Higdon, et David Waung. N'apparaissent pas sur la photo : Adam Ostry, Jean-Pierre Couillard et Patrick Hollier.

Qui fait quoi suite de la page 7

Kevin Paterson a été promu au poste de sous-directeur général. Il était auparavant gestionnaire régional, autorisation.

Marla Gerson a été mutée de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié au bureau de district de Calgary, où elle occupe le poste de réceptionniste et de commis à l'administration.

Ray Flatt a été muté du bureau de district d'Edmonton au bureau de l'ATG d'Edmonton, où il occupe le poste de gestionnaire des télécommunications pour l'Alberta.

Dawna Csatari a été promue au poste de gestionnaire des ressources humaines au sein du bureau régional.

Shannon Soderquist, commis supérieur au bureau de district de Grande Prairie a démissionné pour poursuivre une autre carrière.

Christine McIlveen, superviseure des services de soutien au bureau de district d'Edmonton, a été mutée à Agriculture Canada.

Région de l'Ontario

Jeff Reid, inspecteur radio stagiaire au bureau de district de Toronto, a été muté à Consommation et Corporations Canada à Dartmouth (Nouvelle-Écosse).

Mitch St. Jacques a été promu au sein du bureau régional au poste de gestionnaire des télécommunications et de la technologie à la Division des communications et de la culture.

Sheri O'Brian a été nommée pour une période indéterminée au poste de commis du bureau de district de Belleville.

Catherine Hurley a été promue au sein de la Division des communications et de la culture du bureau régional au poste de gestionnaire, Affaires culturelles et radiodiffusion.



The team who worked on the Human Resources Management Function Evaluation Survey received the Deputy Minister Group Achievement Award. From left to right are: Alain Gourd, Marie-Claire Lapointe, Benoît Gauthier and Shelley Borys.

L'équipe qui a réalisé le sondage sur l'évaluation de la fonction gestion des ressources humaines a aussi reçu la prime du sous-ministre pour réalisation collective. De gauche à droite : Alain Gourd, Marie-Claire Lapointe, Benoît Gauthier et Shelley Borys.

Sandra Packham, auparavant à l'emploi de Transports Canada, a été nommée au poste d'inspectrice radio stagiaire au bureau de district de Toronto.

Janice Stavert a été mutée d'Emploi et Immigration Canada au bureau régional où elle occupe le poste d'analyste en télécommunications à la Division des télécommunications gouvernementales.

Région de l'Atlantique

Claudette Drisdelle a été mutée du bureau de l'ATG à Halifax au bureau de l'ATG à Moncton, où elle occupe le poste d'agente des opérations.

Nicole Monette a été promue au poste d'agente des opérations au bureau de l'ATG à Halifax. Elle était auparavant adjointe administrative au bureau de district de Halifax.



Department employees who made a special contribution to the Vision 2000 project also received the Deputy Minister Group Achievement Award. From left to right are: Darryl Perry, Dan Byron, Murray Hunt, Micheline Ouellette-Rogers, Louise Campbell, Richard Bourassa, Terry Kerr, Jeannot Boisclair, Sandi McDonald, John Gilbert, David Black, John Lodge, Alain Gourd, Paul Racine, David Mulcaster, Susan Baldwin, Bob Breithaupt, Elizabeth Bala, Michel Gigault, Lorraine Moore, Jocelyne Seed, Hélène Gravelle and Winnie Pietrykowski. Missing: Luc Fournier, Robert Huck, Michael Palfreyman and William Sawchuck.

Les employés du Ministère qui ont apporté une contribution particulière au projet Vision 2000 ont aussi reçu la prime du sous-ministre pour réalisation collective. De gauche à droite : Darryl Perry, Dan Byron, Murray Hunt, Micheline Ouellette-Rogers, Louise Campbell, Richard Bourassa, Terry Kerr, Jeannot Boisclair, Sandi McDonald, John Gilbert, David Black, John Lodge, Alain Gourd, Paul Racine, David Mulcaster, Susan Baldwin, Bob Breithaupt, Elizabeth Bala, Michel Gigault, Lorraine Moore, Jocelyne Seed, Hélène Gravelle et Winnie Pietrykowski. N'apparaissent pas sur la photo : Luc Fournier, Robert Huck, Michael Palfreyman et William Sawchuck.

Retirements

Edna McLean, Senior Office Clerk in the Regina District Office, has retired after 16 years of service.

Adrien Bernier, Senior Telecommunications Engineering Consultant, Telecommunications Systems Management, DGGT, has retired after 8 years of service.

Armand Levac of the CRC Guard Desk, Security and Communications Support Services, has retired after 13 years of service.

Emery Hotte of the CRC Guard Desk, Security and Communications Support Services, has retired after 44 years of service.

John Storey, Senior Researcher with the Broadcast Systems Research Group in the Systems and Network Research Division of DGBT at CRC has retired after 32 years of public service.

Don Dingle, Engineer, Emergency Telecommunications Section, DGRR has retired after 40 years of public service.



Ont pris leur retraite

Edna McLean, commis supérieur au bureau de district de Regina, a pris sa retraite après 16 années de service.

Adrien Bernier, ingénieur conseil principal des systèmes à la Division de la gestion des systèmes de télécommunications de la DGGT, a pris sa retraite après 8 années de service.

John Storey, chercheur principal au Groupe de recherche sur les systèmes de radiodiffusion à la Division de recherche des systèmes et réseaux de la DGBT, au CRC prend sa retraite après 32 années à la Fonction publique.

Philip Ward, Directeur, Information and Extension Services, Canadian Conservation Institute (right), has retired after 15 years of service. He is presented with his retirement certificate by Charles McGee, Executive Director, Museum and Heritage Policy and Programs Branch.

Philip Ward, directeur des Services d'information et de diffusion externe de l'Institut canadien de conservation (à droite) a pris sa retraite après 15 années de service. Charles McGee, directeur exécutif, Politique et programmes des musées et du patrimoine, lui remet son certificat de retraite.

Armand Levac du poste de garde du CRC, Services de sécurité et de soutien des communications, a pris sa retraite après 13 années de service.

Don Dingle, ingénieur des télécommunications d'urgence à la DGRR, prend sa retraite après 32 années à la Fonction publique.

Emery Hotte, du poste de garde du CRC, Services de sécurité et de soutien des communications, a pris sa retraite après 44 années de service.



Bill Egan, Manager, Emergency Telecommunications Planning in the Regulatory Policy and Planning Division of DGRR (right), receives his retirement certificate from Rob Gordon, Assistant Deputy Minister, Spectrum Management and Regional Operations. He also received a medallion marking 46 years of public service.

Bill Egan, gestionnaire, planification de télécommunications d'urgence à la Division de la planification et des politiques de réglementation de la DGRR (à droite) reçoit son certificat de retraite de Rob Gordon, sous-ministre adjoint, Gestion du spectre et opérations régionales. Il a aussi reçu une médaille en hommage à ses 46 ans au sein de la Fonction publique.



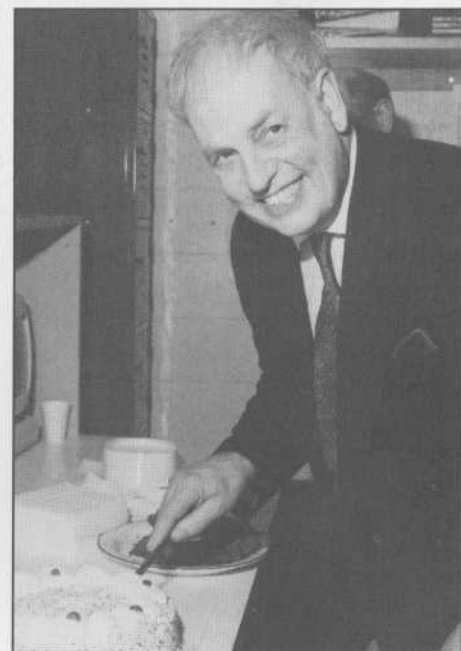
Garry Payne, Supervisor, Stores, Administrative and Technical Services at CRC, is presented with his retirement certificate by Glen McLeod, Chief, Materiel Management Service, Administrative and Technical Services at CRC.

Garry Payne, superviseur des magasins aux Services administratifs et techniques du CRC, reçoit son certificat de retraite de Glen McLeod, chef des services de la gestion du matériel aux Services administratifs et techniques du CRC.



Ernie Defalco, Tool Crib Supervisor, David Florida Laboratory (DFL), has retired after 15 years of service. He was presented with this T-shirt and other gifts by Duncan Adams, Acting Operations Manager at DFL.

Ernie Defalco, surveillant de l'outillage au laboratoire David Florida (DFL), prend sa retraite après 15 années de service. Il a reçu son T-shirt et d'autres cadeaux lors d'une réception en son honneur. On aperçoit, en compagnie de Defalco, Duncan Adams, gestionnaire intérimaire des opérations du DFL.



Kenneth Gustafson, Technologist in the Optical Communications and Electroponic Technologies Division of DGCD at CRC has retired after 35 years of public service.

Kenneth Gustafson, technologue à la Division des technologies des communications optiques et de la photonique de la DGCD, au CRC, prend sa retraite après 35 années de service.

Long Service Awards

25 years

Tom Ruddy, Auditor, Internal Audit Division, SADM, received an award for 25 years of public service.

Larry Ormsbee, Chief, Security and Safety Operations, Security and Communications Support Services (DSCS), recently received a 25-year service plaque.

35 years

Pat Murphy, Officer, Site Security and Safety, Security and Communications Support Services (CRC), was recently presented with a 35-year long service medallion.

Keith Graham, Superintendent, Client Services, Vancouver GTA Office, received a 35-year long service medallion.

A 25-year long service award was also presented to **Hans Treffers**, Acting Director, Engineering and EDP, Vancouver Regional Office.

A 25-year long service award was presented to **Robert Breithaupt**, Director General, Communications and Technologies Research, ADMTR.

Jack Keddie, Fire Prevention Officer, Security and Communications Support Services (CRC), recently received a medallion for 35 years of public service.

Longs états de service

25 ans

Tom Ruddy, vérificateur à la Division de la vérification interne du secteur SADM a reçu une prime pour souligner ses 25 années de service au sein de la Fonction publique.

Robert Breithaupt, directeur général de la recherche sur les technologies de communications à l'ADMTR a reçu une prime pour souligner ses 25 années de service.

35 ans

Pat Murphy, agent de sécurité du travail et des installations aux Services de sécurité et de soutien des communications (CRC), s'est vu remettre récemment une médaille pour 35 années de service.

Keith Graham, surintendant des services aux clients du Bureau de l'AGT à Vancouver, admire la mé-

Une prime pour 25 années de service a aussi été remise à **Hans Treffers**, directeur intérimaire des Services techniques et informatiques de la région du Pacifique.

Larry Ormsbee, chef des opérations de sécurité aux Services de sécurité de soutien des communications (DSCS) a reçu récemment une plaque en reconnaissance de ses 25 années de service.

daille reçue en reconnaissance de ses 35 années de service.

Jack Keddie, agent de prévention des incendies aux Services de sécurité et de soutien des communications (CRC), a récemment reçu une médaille pour 35 années de service au sein de la Fonction publique.